

SUISSE

FOCUS SUR LES RÉSULTATS EN SUISSE DU SONDAGE :

**« LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE
L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : UNE
VOLONTÉ DE CHANGEMENT »**



L'égalité des sexes, ou l'égalité des droits et des opportunités indépendamment du sexe, est un droit humain fondamental. C'est aussi le fondement d'un monde pacifique, prospère et durable.¹ Pourtant, alors qu'il ne reste que 10 ans pour réaliser le programme de développement durable de l'Agenda 2030, 2,8 milliards de filles et de femmes vivent dans des pays qui obtiennent un score insuffisant ou tout juste moyen pour les Objectifs de développement durable (ODD) liés à l'égalité des sexes.²

Pour accélérer les progrès vers l'égalité des sexes avant 2030, ONU Femmes organise le Forum Génération Égalité, un rassemblement mondial co-présidé par les gouvernements français et mexicain. Dans le cadre du Forum, un ensemble de six « Coalitions d'action » (des partenariats entre de multiples parties prenantes) a été lancé pour obtenir des résultats tangibles sur (1) la violence basée sur le genre (VBG), (2) la justice économique et les droits économiques, (3) le droit à disposer de son corps et les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR), (4) l'action des femmes en faveur de la justice climatique, (5) les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, et (6) les mouvements et le leadership féministes.

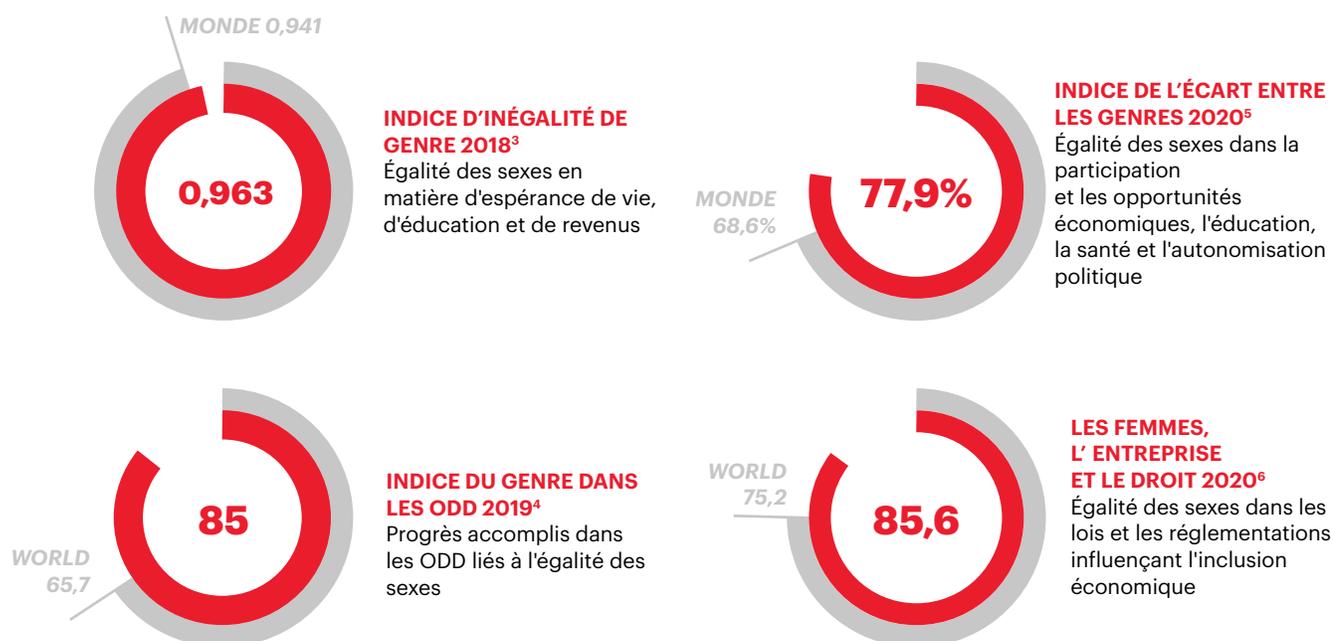
La réalisation des objectifs du Forum ne sera pas possible sans les bonnes informations et les bonnes données. Les données orientent les politiques, l'opinion publique et les personnes vers l'action. Sans elles, les citoyens et les acteurs du développement ne peuvent pas prendre de décisions éclairées sur les politiques et les programmes. Dans le but d'améliorer les données et la redevabilité envers les filles et les femmes, [Women Deliver](#) s'est associée à [Focus 2030](#) et au [Development Engagement Lab](#) pour mener une enquête sur les attitudes et les attentes des citoyens concernant les six

GRAPHIQUE 1 ÉTAPES CLÉS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES EN SUISSE



¹ Cette note présente les résultats préliminaires d'une enquête sur les attitudes et les perceptions du public concernant l'égalité des sexes en Suisse. Ce travail est codirigé par Women Deliver et Focus 2030. L'enquête a été menée dans 17 pays : L'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Colombie, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Inde, le Japon, le Kenya, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Tunisie. Elle se concentre sur les perceptions du public sur l'égalité des sexes et sur les coalitions d'action du Forum Génération Égalité. Environ 1 000 personnes ont été interrogées dans chaque pays en juillet/août 2020. Les données démographiques collectées comprennent : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, le vote aux dernières élections nationales et la région de résidence. En Suisse, 1 004 personnes ont été interrogées, dont 517 femmes, 485 hommes et 2 personnes qui se sont identifiées « d'une autre manière ». Parmi les 1 004 personnes interrogées, 105 étaient âgées de 18 à 24 ans, 343 étaient âgées de 25 à 44 ans, 280 étaient âgées de 45 à 59 ans, et 276 étaient âgées de 60 ans ou plus. Pour accéder aux résultats pour les 17 pays étudiés, y compris le rapport complet et le questionnaire du sondage, veuillez consulter [Focus2030.org](https://focus2030.org) et [Womendeliver.org](https://womendeliver.org).

GRAPHIQUE 2 RÉSULTATS DANS LES PRINCIPAUX INDICES D'INÉGALITÉS DE GENRE



Coalitions d'action dans 17 pays.ⁱ

Ce document présente les principaux résultats de l'enquête en Suisse. Il vise à informer les actions de la société civile et à orienter les décideurs sur les sujets dans lesquels leurs citoyens aimeraient voir plus d'engagements et d'investissements.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

L'enquête révèle que l'égalité des sexes est un sujet majeur en Suisse. **Sur les 17 pays étudiés, la Suisse est le deuxième pays où les personnes interrogées déclarent le plus que l'égalité des sexes est importante. Presque quatre personnes interrogées en Suisse sur cinq (77 %) déclarent que l'égalité des sexes leur est « importante » personnellement.** Les femmes interrogées sont plus susceptibles de se sentir concernées par l'égalité des sexes (82 %) que les hommes (72 %), de même que les groupes les plus jeunes de la population (de 87 % des personnes âgées de 18 à 24 ans à 74 %

de celles âgées de 60 ans et plus). Le lieu de résidence, le revenu et le niveau d'éducation des personnes interrogées ne semblent pas affecter leur intérêt déclaré pour l'égalité des sexes.

Pour deux personnes interrogées sur trois, l'égalité des sexes est « meilleure » en Suisse aujourd'hui qu'il y a 25 ans. Cette perception est plus répandue chez les hommes (70 %) que chez les femmes (63 %); chez les personnes âgées de 18 à 24 ans (80 %) que chez les groupes plus âgés (de 62 % des personnes âgées de 25 à 44 ans à 67 % de celles âgées de 45 à 59 ans) ; et dans les deux quintiles de revenus les plus élevés de la population (75 % et 74 %) que chez les personnes à faibles revenus (62 à 65 %).

En effet, la Suisse a pris des mesures importantes en faveur de l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes au cours des 25 dernières années (Graphique 1), ce qui la rend plus égalitaire que la moyenne mondiale (Graphique 2).

Cependant, **60 % des personnes interrogées, et jusqu'à 70 % des femmes interrogées, pensent que leur gouvernement devrait en faire « plus » pour promouvoir l'égalité des sexes.** Pour faire progresser l'égalité des sexes en Suisse, 43 % des personnes interrogées souhaitent que le gouvernement **« réforme les lois pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre fin aux discriminations envers les femmes »**. La deuxième mesure la plus souvent citée (34 %) est d'**« évaluer régulièrement les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes. »** Enfin, une personne interrogée sur quatre identifie la *« mise en place de campagnes médiatiques pour faire prendre conscience de l'importance de l'égalité des sexes »*, ainsi que la signature et la ratification d'*« accords internationaux portant sur l'égalité des sexes »*. Cette dernière mesure est particulièrement populaire parmi le quintile de revenu le plus bas de la population (46 %). Les hommes et les femmes interrogés s'accordent sur la priorité des actions susmentionnées que le gouvernement devrait prendre.

Les personnes interrogées considèrent que les **inégalités entre les sexes en Suisse sont principalement liées à la justice économique et aux droits économiques.** En effet, la moitié des personnes interrogées déclarent que les principales raisons pouvant expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes

dans le pays sont parce **qu'elles ont « des opportunités d'emploi différentes »** et parce que **« les soins, les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérés ne sont pas partagés de manière égale entre les hommes et les femmes »**. La Suisse est en retard sur la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en termes d'écart entre les sexes pour ce qui est du taux d'emploi équivalent temps plein (28 points de pourcentage [p.p.], contre 20 p.p. dans les économies de l'OCDE) et de l'écart de rémunération entre les sexes (15 %, contre 13 % dans l'OCDE).⁷ **La pandémie de COVID-19 risque de renforcer les inégalités économiques existantes**, en particulier pour les jeunes. En effet, 48 % des femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans déclarent que leur *« temps consacré aux tâches ménagères a augmenté »* pendant la pandémie, contre 36 % de leurs pairs masculins. Environ une femme sur quatre (26 %), et 17 % des hommes, pensent que les inégalités femmes-hommes vont s'accroître en raison de l'épidémie de COVID-19.

Dans son [rapport national Beijing+25](#), la Suisse a indiqué qu'au cours des cinq prochaines années, **elle se concentrerait sur l'élimination de la discrimination salariale, la réalisation d'un meilleur équilibre entre le travail et la vie familiale et la lutte contre les violences domestiques.**⁸

ENSEIGNEMENTS SUR LES COALITIONS D'ACTION DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ

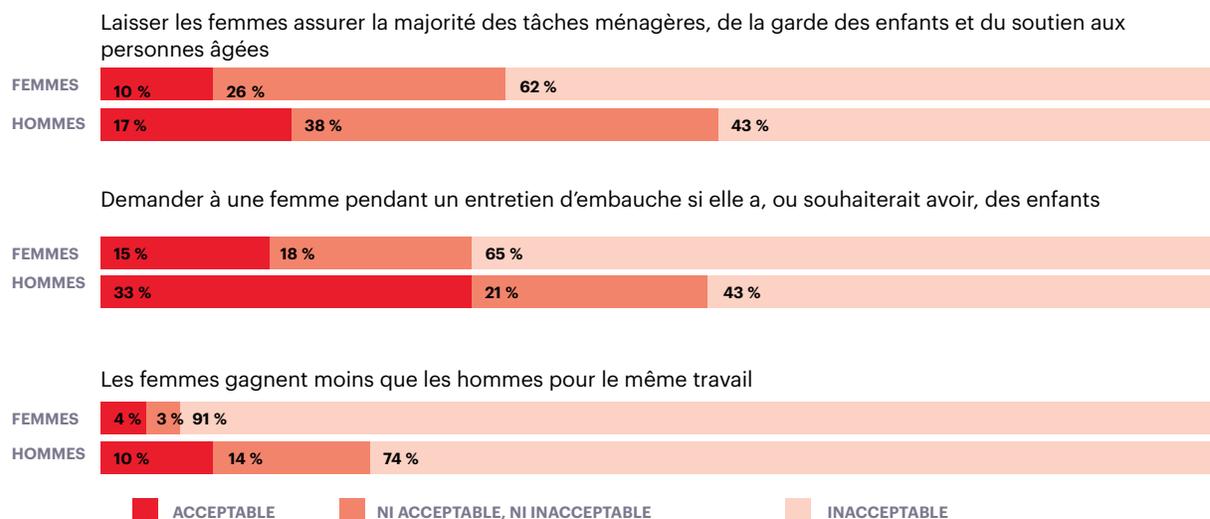
Les résultats du sondage montrent que les engagements du gouvernement suisse correspondent aux attentes de la population. Interrogées sur les domaines les plus importants sur lesquels leur gouvernement devrait se concentrer pour améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes, parmi une liste d'options pré-identifiées, **trois personnes sur quatre citent la justice économique et**

les droits économiques (74 %). Le deuxième domaine le plus cité est **mettre fin à la violence basée sur le genre (70 %)**, suivi par **soutenir les mouvements féministes et la participation politique des femmes (44 %)**. Les domaines recevant moins d'attention sont l'investissement dans les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes (29 %), le droit à disposer de son corps et

GRAPHIQUE 3 OPINIONS SUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES



DANS QUELLE MESURE CONSIDÉREZ-VOUS PERSONNELLEMENT ACCEPTABLES OU INACCEPTABLES LES PROPOSITIONS SUIVANTES?



Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés par Focus 2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 004 adultes en Suisse. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

les droits et la santé sexuels et reproductifs (24 %), et la promotion de l'action des femmes en faveur de la justice climatique (17 %). Les personnes interrogées, hommes et femmes, s'accordent sur cet ordre de priorités.

JUSTICE ÉCONOMIQUE ET DROITS ÉCONOMIQUES

Les croyances et les structures discriminatoires freinent encore l'autonomisation économique des femmes. Les personnes interrogées de tous les sexes, groupes d'âge, lieux de résidence, et niveaux de revenu et d'éducation identifient **la réalisation de la justice économique et des droits économiques** à travers, par exemple, « l'accès des femmes à des postes bien payés, un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété », **comme l'un des domaines les plus importants sur lesquels leur gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes.**

Pour 37 % des femmes interrogées et 26 % des hommes, cela devrait être la première des priorités du gouvernement. C'est également la priorité pour une personne interrogée sur trois âgées de 25 à 59 ans et pour 39 % des personnes interrogées au revenu le plus faible. Toutes les personnes interrogées sont largement d'accord sur la première action nécessaire pour élargir les opportunités économiques et accroître le pouvoir de décision des femmes : « **atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes** » (61 %). Cette mesure surpasse les autres dans les réponses des personnes interrogées d'au moins 20 points de pourcentage à travers toutes les catégories socio-économiques.

Elle est suivie de « **garantir une protection sociale et de bonnes conditions de travail pour les femmes effectuant un travail peu rémunéré** » (36 %) et « **empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail** » (35 %). Si en moyenne, 26 % des personnes interrogées soulignent l'importance de « **garantir des**

congés parentaux et des services de garde d'enfants », jusqu'à 39 % des personnes interrogées âgées de 25 à 44 ans pensent que ce devrait être une mesure prioritaire.

Actuellement, les femmes ont droit à 14 semaines de congé maternel payé.⁹ En 2020, les électeurs suisses ont approuvé l'introduction d'un congé de paternité payé de 10 jours.¹⁰

Étonnamment, alors qu'environ la moitié des personnes interrogées en Suisse estiment que « *la répartition inégale des soins et des tâches ménagères non rémunérés* » contribue à l'inégalité entre les sexes, seule une personne sur quatre classe leur « *reconnaissance, réduction et répartition plus équitable* » comme une priorité pour réaliser la justice et les droits économiques (30 % des femmes interrogées et 21 % des hommes). Cela peut être lié à **la persistance des stéréotypes de genre**, en particulier chez les hommes interrogés, concernant le rôle des femmes dans la société

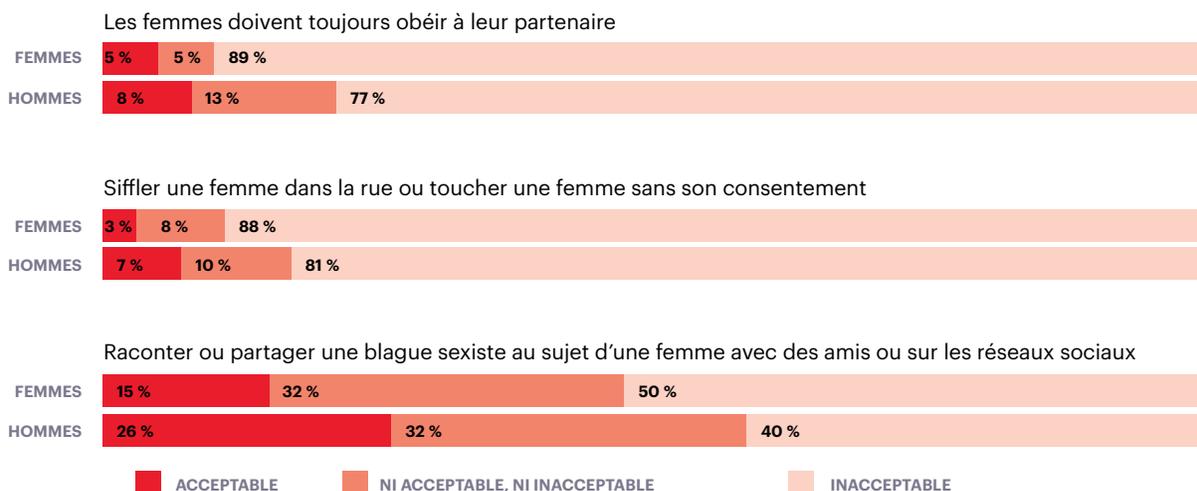
(Graphique 3). Par exemple, **seuls 28 % des hommes interrogés de 18 à 24 ans trouvent « inacceptable » de laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien aux personnes âgées.** En 2016, les femmes en Suisse consacraient en moyenne quatre heures par jour aux tâches ménagères et aux soins non rémunérés, contre deux heures et demie pour les hommes.¹¹

Parmi les femmes interrogées, 37 % déclarent qu'elles ne sont « *pas autant payées que leurs collègues masculins sur leur lieu de travail* », et 22 % déclarent qu'elles « *n'ont pas eu accès aux mêmes opportunités de promotions dans leur travail que leurs collègues de sexe masculin* » au cours de leur vie. Le principe d'un salaire égal pour un travail de valeur égale est inscrit dans la [Constitution fédérale](#) et dans la [loi fédérale suisse sur l'égalité entre femmes et hommes](#).¹² Toutefois, l'inégalité d'accès aux opportunités

GRAPHIQUE 4 NORMES EN MATIÈRE DE VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE



DANS QUELLE MESURE CONSIDÉREZ-VOUS PERSONNELLEMENT ACCEPTABLES OU INACCEPTABLES LES PROPOSITIONS SUIVANTES?



Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas Résultats analysés par Focus 2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 004 adultes en Suisse. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

d'investissement, à l'emploi à plein temps, aux professions hautement rémunérées et aux postes de direction, associée à la persistance de la discrimination salariale fondée sur le sexe, font que les femmes gagnent en moyenne 71 % du revenu annuel des hommes en Suisse.¹³ En 2018, le Parlement a adopté un amendement à la loi sur l'égalité, rendant obligatoire pour les entreprises de plus de 100 employés de revoir leur politique salariale tous les quatre ans jusqu'en 2032 afin de détecter tout écart de salaire entre hommes et femmes.¹⁴

VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Pour les personnes interrogées, la prévalence de la violence basée sur le genre et l'impunité pour ces actes représentent une préoccupation majeure. **70 % des personnes interrogées, toutes catégories socio-économiques confondues, estiment que le gouvernement devrait s'attacher à mettre fin à la violence basée sur le genre pour faire progresser l'égalité des sexes en Suisse.**

Pour une personne interrogée sur trois, cela devrait même être la première des priorités du gouvernement. Pour y parvenir, **64 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes ».** Cette mesure est plus appuyée par les femmes (71 %) que par les hommes (55 %), en particulier par les femmes âgées de 60 ans et plus (80 %, contre 69 % pour les autres groupes d'âge) et les femmes appartenant aux quatre premiers quintiles de revenu (74 %, contre 56 % pour les femmes au revenu le plus élevé).

La deuxième mesure la plus souvent citée pour éliminer la violence basée sur le genre (par la moitié des personnes interrogées) est « mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles (p. ex. le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines) ». Les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans et de 25 à 44 ans se disent plus favorables au « financement de programmes pour soutenir les

femmes victimes de violences » (53 % et 48 %, respectivement).

La VBG est une préoccupation en Suisse, les femmes immigrées étant touchées de manière disproportionnée, les cas étant largement sous-déclarés et les taux de poursuites et de condamnations étant faibles.¹⁵ On estime que 22 % des femmes suisses ont subi des violences sexuelles. Seuls 8 % d'entre elles ont signalé l'agression à la police, et 62 % de celles qui ne l'ont pas fait ont estimé qu'il aurait été inutile de le faire.¹⁶ La violence domestique a également augmenté dans le pays.¹⁷ Les femmes qui immigrèrent en Suisse grâce à des mesures de regroupement familial, pour rejoindre des membres de leur famille déjà légalement présents dans le pays, ont une probabilité disproportionnée de ne pas signaler la violence car leur permis de séjour est directement lié à leur statut matrimonial, ce qui pousse certaines femmes à rester dans des relations abusives.^{18,19} L'enquête révèle des opinions préjudiciables parmi les personnes interrogées, en particulier les hommes (Graphique 4).

En 2017, la Suisse a signé et ratifié la [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique](#) (Convention d'Istanbul) et a travaillé à la mise en œuvre de changements pour se conformer à la Convention.²⁰ En outre, [l'article 124 du code pénal](#) interdit les mutilations génitales féminines, et [l'article 94 du code civil](#) fixe l'âge minimum légal du mariage pour les femmes et les hommes à 18 ans, sans exception.²¹

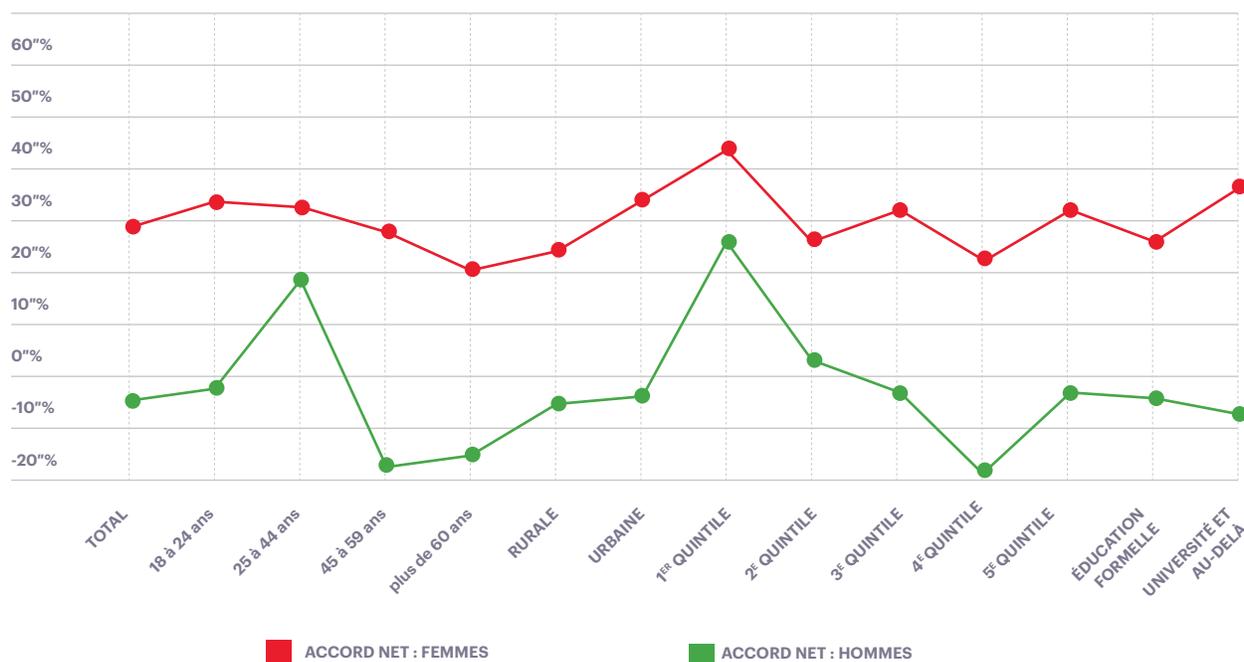
MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

Une personne interrogée sur quatre estime que les femmes ne sont pas égales aux hommes en Suisse parce qu'elles ne sont « pas représentées de manière égale en politique ». Par conséquent, **pour 44 % des personnes interrogées, l'amélioration de la participation et du leadership des femmes en politique et**

GRAPHIQUE 5 OPINIONS SUR LES QUOTAS PAR SEXE



IMPOSER DES QUOTAS PAR SEXE, C'EST-À-DIRE AVOIR UNE PROPORTION DE SIÈGES RÉSERVÉS AUX FEMMES DANS TOUS LES ORGANES DE DÉCISIONS POLITIQUES, EST UNE BONNE MANIÈRE DE FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ DES SEXES EN SUISSE.



Le taux d'accord net est obtenu en soustrayant la proportion de personnes interrogées qui ne sont pas d'accord à la proportion de personnes interrogées qui sont d'accord. Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas Résultats analysés par Focus2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 004 adultes en Suisse. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

dans les mouvements culturels et sociaux est l'un des trois domaines les plus importants sur lesquels le gouvernement suisse devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité des sexes dans le pays. Cela semble plus important pour les femmes que pour les hommes (48 % contre 37 %), et en particulier pour les femmes les plus jeunes (56 % de celles âgées de 18 à 24 ans) et pour les femmes appartenant au quintile de revenu le plus bas (70 %).

Afin de parvenir à une représentation paritaire, 39 % des personnes interrogées (44 % des femmes et 34 % des hommes) souhaitent que le gouvernement « soutienne la participation et la capacité des femmes à prendre des responsabilités politiques ». 28 %

sont favorables à ce que le gouvernement « soutienne tout particulièrement la participation des jeunes femmes » (jusqu'à 35 % des personnes âgées de 18 à 24 ans), et 28 % souhaitent que le gouvernement « assure une représentation égale des femmes en politique ». Les personnes de tous les milieux socio-économiques sont plutôt unanimes au regard de ces solutions prioritaires, bien que celles du quintile le plus bas souhaitent également voir leur gouvernement « soutenir la participation des femmes dans les processus de paix et leur implication en tant que défenseuses des droits humains » (37 %) et « assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises » (35 %).

GRAPHIQUE 6 MESURES SUR LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



QUELLES MESURES, LE CAS ÉCHÉANT, VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT-IL PRENDRE AFIN DE PROMOUVOIR L'UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION POUR PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES EN SUISSE ?

Procurer des opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques

47 %

Augmenter la sécurité des espaces numériques pour les filles et les femmes

40 %

Lutter contre les obstacles qui empêchent les filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer

38 %

Investir dans une technologie qui permet de fournir des services en ligne, notamment de santé, pour les filles et les femmes

21 %

Améliorer l'utilisation des méthodes de collecte de données innovantes

19 %

Aucune

12 %

Je ne sais pas

11 %

Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas Résultats analysés par Focus2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 004 adultes en Suisse. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

Depuis 2019, les femmes représentent 41,5 % du total des 200 membres du Parlement,²² et le Président de la Confédération suisse pour 2020 était une femme.²³ En 2019, le Parlement suisse a approuvé de justesse une proposition du gouvernement visant à imposer un quota obligatoire de 30 % de femmes dans les conseils de surveillance et de 20 % dans les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse.²⁴ En général, les personnes interrogées sont favorables à l'introduction de quotas par sexe dans tous les organes politiques et décisionnels pour faire progresser l'égalité (Graphique 5), à l'exception notable des hommes âgés de 45 ans et plus aux revenus les

plus élevés.

TECHNOLOGIES ET INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes, **29 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques »**. Cette proportion est stable dans tous les groupes socio-économiques, bien qu'elle semble moins importante pour les

GRAPHIQUE 7 MESURES POUR AMÉLIORER LES DROITS ET LA SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS EN SUISSE



QUELLES MESURES, LE CAS ÉCHÉANT, VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT-IL PRENDRE AFIN D'AMÉLIORER LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES FEMMES EN SUISSE ?

Accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école

37 %

Accroître l'accès aux services de santé sexuelle

34 %

Accroître la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive

34 %

Accroître l'accès à l'avortement légal et aux soins post-avortement

26 %

Répondre en priorité aux besoins des femmes issues de groupes marginalisés

25 %

Accroître l'accès à la contraception et aux options de planning familial

23 %

Réduire le nombre de femmes mourant pendant et après leur grossesse, et pendant l'accouchement

12 %

Je ne sais pas

11 %

Aucun

7 %

Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas Résultats analysés par Focus2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 004 adultes en Suisse. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

personnes âgées de 18 à 24 ans (17 %) que pour leurs aînées (30 % de celles âgées de 25 ans et plus). Afin de promouvoir l'utilisation de la technologie et de l'innovation pour l'égalité des sexes, 47 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement devrait « **procurer des opportunités équivalentes aux jeunes filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques** » (Graphique 6). Cette mesure semble plus importante pour les femmes interrogées (52 %) que pour les hommes interrogés (43 %). La deuxième mesure gouvernementale la plus citée est « *augmenter*

la sécurité des espaces numériques pour les jeunes filles et les femmes », par exemple par la prévention du harcèlement ou de l'agression des femmes en ligne (40 %), suivie par « *lutter contre les obstacles qui empêchent les jeunes filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer* » (38 %). La proportion de personnes interrogées accordant la priorité à ces actions est stable dans tous les groupes socio-économiques.

En 2017, les femmes ne représentaient que 12 % des étudiants suisses inscrits dans les programmes de technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement

supérieur, et 19 % des étudiants dans les programmes d'ingénierie, de fabrication et de construction.²⁵ Par conséquent, les femmes sont sous-représentées parmi les professionnels des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. Par exemple, en 2017, seul un chercheur sur quatre dans les domaines de l'ingénierie et de la technologie était une femme.²⁶

DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Pour améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes, une personne interrogée sur quatre pense que le gouvernement devrait se

concentrer sur la garantie du droit des femmes à disposer de leur corps et sur leurs droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR). La promotion des DSSR semble plus importante pour les personnes interrogées les plus jeunes (de 37 % de celles âgées de 18 à 24 ans à 15 % de celles âgées de 60 ans et plus), et surtout pour les hommes âgés de 18 à 24 ans (un sur deux, contre une femme sur trois dans cette tranche d'âge). Le lieu de résidence, les revenus et le niveau d'éducation des personnes n'influencent pas de manière significative leurs réponses.

Pour améliorer les DSSR des filles et des femmes, les personnes interrogées identifient trois domaines comme prioritaires pour une action gouvernementale (Graphique 7) : « accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à

GRAPHIQUE 8 ACTIONS DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE



QUELLES MESURES, LE CAS ÉCHÉANT, VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT-IL PRENDRE AFIN DE SOUTENIR L'ACTION DES FEMMES POUR RÉPONDRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN SUISSE ?

Promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique

38 %

Accroître la participation des jeunes filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique

32 %

Augmenter le financement des organisations dirigées par des femmes qui luttent contre le changement climatique

26 %

Répondre aux besoins des jeunes filles et des femmes dans le cadre du changement climatique et des catastrophes naturelles

24 %

Protéger les jeunes filles et les femmes qui sont forcées d'émigrer à cause du changement climatique

21 %

Aucun

20 %

Je ne sais pas

16 %

Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas Résultats analysés par Focus2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 004 adultes en Suisse. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://www.focus2030.org).

l'école » (37 %), « accroître l'accès aux services de santé sexuelle (p. ex. la prévention, le dépistage et les solutions de traitement pour les infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/sida) » (34 %), et « accroître la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive », par exemple, en consultant les jeunes pour mieux leur fournir des moyens de contraception (34 %).

L'éducation sexuelle n'est pas réglementée au niveau national, ce qui entraîne des disparités entre les cantons.²⁷ Dans chaque catégorie socio-économique, les réponses des personnes interrogées sont réparties à peu près équitablement entre ces trois mesures. Les personnes interrogées appartenant au quintile de revenu le plus bas de la population (50 %) et les hommes âgés de 18 à 24 ans (51 %) sont particulièrement favorables à un meilleur accès à des informations appropriées. Les femmes ayant fait des études universitaires sont plus susceptibles de demander une participation

accrue des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive (42 %) que leurs pairs qui ont bénéficié d'au moins quelques années d'éducation formelle mais n'ont pas fait d'études universitaires (31 %).

En Suisse, **la contraception n'est pas subventionnée, ce qui peut la rendre inaccessible à certaines personnes, en particulier les femmes migrantes, les réfugiées et les femmes suisses pauvres**, qui sont souvent financièrement moins à l'abri que la population générale.²⁸ L'enquête révèle que certaines femmes ne peuvent toujours pas jouir pleinement de leurs DSSR. En effet, jusqu'à 10 % des femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans, et 13 % des femmes du quintile de revenu le plus bas, déclarent avoir déjà rencontré des « difficultés pour avoir accès à leur méthode de contraception privilégiée ».

GRAPHIQUE 9 OPINIONS SUR LES FINANCEMENTS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES



À L'OCCASION DU FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ, MON GOUVERNEMENT DEVRAIT AUGMENTER SES FINANCEMENTS EN FAVEUR...



■ DE L'ÉGALITÉ DES SEXES EN SUISSE (ACCORD NET)

■ D'ORGANISATIONS ET DE PROJETS INTERNATIONAUX LUTTANT POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LE MONDE ENTIER (ACCORD NET)

Le taux d'accord net est obtenu en soustrayant la proportion de personnes interrogées qui ne sont pas d'accord à la proportion de personnes interrogées qui sont d'accord. Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas Résultats analysés par Focus2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 004 adultes en Suisse. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

Pour 47 % des personnes interrogées, « *le changement climatique et l'environnement* » figurent parmi les problèmes les plus importants auxquels leur pays est actuellement confronté, juste après « *les grandes maladies mondiales et les pandémies* » (59 %). Mais lorsqu'on les interroge sur les domaines les plus importants sur lesquels leur gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité des sexes, seulement 17 % des personnes interrogées citent la « *promotion de la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique* ». Les hommes interrogés sont plus susceptibles (22 %) que les femmes (13 %) d'identifier ce domaine comme une priorité. **Les personnes interrogées qui ont identifié le changement climatique comme l'une des questions prioritaires en Suisse sont également plus susceptibles d'appeler à une meilleure prise en compte de la voix des filles et des femmes dans l'action contre le changement climatique (24 %) que celles qui ne l'ont pas fait (13 %).**

Afin de promouvoir les efforts des femmes pour répondre au changement climatique, 38 % des personnes interrogées pensent que leur gouvernement devrait « *promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique (p. ex. technologies et énergies vertes)* » (Graphique 8). Cette opinion est particulièrement répandue parmi les femmes (42 %, contre 34 % des hommes), les personnes interrogées les plus âgées (47 % des personnes âgées de 60 ans et plus, contre 35 % dans les autres groupes d'âge), et parmi le quintile de revenu le plus bas (de 49 % du quintile de revenu le plus bas à 35 % du quintile de revenu le plus élevé). La deuxième mesure la plus citée (32 %) est « *accroître la participation des jeunes filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique* », suivie de « *augmenter le financement des*

organisations dirigées par des femmes qui luttent contre le changement climatique » (26 %, 30 % des femmes interrogées étant favorables à cette mesure contre 20 % des hommes). Une proportion importante des personnes interrogées estiment que le « *gouvernement ne devrait pas promouvoir l'action des femmes en réponse au changement climatique* » (20 %), en particulier les hommes qui n'ont pas identifié l'action féministe pour la justice climatique comme un domaine prioritaire (32 %) et les personnes interrogées âgées de 45 ans et plus (25 %).

La Suisse a adopté le [Protocole Kyoto](#) en 2003 et a ratifié la [Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques](#) et l'[Accord de Paris](#) en 2017. Bien que la [Stratégie Égalité des genres et Droits des femmes de 2017](#) cherche à renforcer l'intégration des questions de genre dans ses programmes de coopération au développement sur le changement climatique,²⁹ le plan de la Suisse pour l'adaptation au changement climatique pour 2020 à 2025 ne mentionne pas de mesures sensibles au genre.³⁰ Seuls 29 % délégués suisses à la 25^e Conférence des parties à Madrid en 2019 étaient des femmes.³¹

FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Seulement 14 % des personnes interrogées en Suisse identifient « *les inégalités femmes-hommes* » comme l'un des trois problèmes les plus importants auxquels leur pays est actuellement confronté, derrière « *les grandes maladies mondiales et les pandémies* » (59 %), « *le changement climatique et l'environnement* » (47 %) et « *la situation économique* » (40 %). Cependant, **20 % estiment que le gouvernement devrait « prendre en compte les besoins et les intérêts des jeunes filles et des femmes au moment de l'adoption des budgets gouvernementaux ».**

En outre, **la moitié des personnes interrogées « sont d'accord » sur le fait que la Suisse devrait augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes dans le pays.** Cela vaut pour toutes les catégories socio-économiques, même si le soutien est plus répandu parmi les femmes interrogées (la différence entre les femmes qui sont favorables à un budget accru en faveur de l'égalité des sexes et celles qui ne le sont pas, c'est-à-dire l'accord net, est égale à 45 points de pourcentage [p.p.] par rapport aux hommes (16 p.p.), parmi les personnes âgées de 18 à 24 ans (53 p.p.) par rapport à celles âgées de 45 à 59 ans (16 p.p.), et parmi le quintile de revenu le plus bas (55 p.p.) par rapport au quatrième (15 p.p.). Bien que le gouvernement fédéral ne pratique aucune sorte de budgétisation sensible au genre, il y a eu diverses initiatives au niveau des administrations locales.³²

La même tendance apparaît lorsque les participantes et participants sont interrogées sur l'aide étrangère. **45 % « sont d'accord » que le gouvernement devrait augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier.** Les femmes interrogées (accord net égal à 36 p.p.), les jeunes (56 p.p.) et les personnes appartenant au quintile de revenu le plus bas (35 p.p.) sont plus susceptibles d'exprimer leur soutien que les hommes (12 p.p.), les personnes âgées de 45 à 59 ans (13 p.p.) et le quatrième quintile de revenu (14 p.p.). Bien que la plupart des personnes interrogées, à l'exception de celles âgées de 18 à 24 ans, soient légèrement plus favorables à une augmentation du budget consacré à l'égalité des sexes au niveau national qu'au niveau international, la différence de soutien n'est pas importante (Graphique 9). En 2018, la Suisse, membre du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, a engagé 60 % de son aide bilatérale allouée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes comme objectif principal ou significatif (contre 51 % en 2017), alors que la moyenne des pays du CAD est de 42 %.³³

RECOMMANDATIONS

- ➔ **Donner aux femmes les mêmes opportunités économiques qu'aux hommes.** Éliminer l'écart de rémunération entre les sexes, promouvoir le partage équitable des responsabilités domestiques et parentales (par exemple, grâce à des structures d'accueil de la petite enfance accessibles et abordables, dans tous les cantons, et à des congés parentaux et de paternité rémunérés), et signer et ratifier [la convention C190](#) de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail. S'attaquer au nombre considérable de discriminations basées sur le genre en ce qui concerne le système d'assurance sociale, en particulier dans le secteur agricole.

Accroître la responsabilité juridique des auteurs de violence basée sur le genre. Proposer

- ➔ des formations aux agents de police et aux professionnels de la santé et de la justice afin d'encourager les personnes qui subissent des violences à les signaler à la police et à atteindre des taux de poursuites et de condamnations plus élevés.

Poursuivre la réforme et l'harmonisation de la législation relative à la violence basée sur

- ➔ **le genre, notamment en mettant l'accent sur la prévention, afin de suivre les meilleures pratiques de la Convention d'Istanbul.** Il s'agit notamment de réviser la législation sur le viol pour le définir sur la base de l'absence de consentement et de la prévention des normes et pratiques néfastes (par exemple, la prévention du sexisme dans la société). Recueillir et publier régulièrement des données autodéclarées sur les différentes formes de violence sexiste, en ne s'appuyant pas uniquement sur les infractions enregistrées par la police.

Analyser les obstacles et les défis qui empêchent les filles et les femmes d'étudier et de

- ➔ **travailler**

dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, et prendre des mesures appropriées pour accroître leur représentation dans ces domaines.

- ➔ **Veiller à ce que toutes les filles et les femmes aient un accès sûr et abordable aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris la contraception subventionnée par la Confédération suisse.** Une attention particulière est nécessaire afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte (par exemple, les filles et les femmes vivant avec un handicap, les familles suisses vivant dans la pauvreté et les migrants). Harmoniser l'enseignement d'une éducation sexuelle complète dans toute la Confédération suisse.

- ➔ **S'engager à maintenir l'aide publique au développement consacrée à l'égalité des sexes, en accordant une attention particulière au financement des mouvements de femmes et des organisations de la société civile axées sur les femmes.**

RÉFÉRENCES

- 1 Nations unies. « Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ». <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/>.
- 2 Equal Measures 2030. Tirer parti des données pour atteindre l'égalité de genre : *Présentation de l'indice du genre dans les ODD d'EM2030*. Working : Equal Measures 2030, 2019. https://www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2019/08/EM2030_2019_Global_Report_French_6August_WEB.pdf.
- 3 Programme des Nations unies pour le développement. *Rapport sur le développement humain 2019. Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIe siècle*. New York : PNUD, 2019. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_fr.pdf.
- 4 Equal Measures 2030. Tirer parti des données pour atteindre l'égalité de genre : *Présentation de l'indice du genre dans les ODD d'EM2030*. Working : Equal Measures 2030, 2019. https://www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2019/08/EM2030_2019_Global_Report_French_6August_WEB.pdf.
- 5 World Economic Forum. *Global Gender Gap Report 2020*. Genève : World Economic Forum, 2019. <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2020>.
- 6 Banque mondiale. *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2020*. Washington, DC : Banque mondiale, 2020. DOI : 10.1596/978-1-4648-1532-4.
- 7 OCDE *Portail de données sur l'égalité femmes-hommes*. Consulté le 9 septembre 2020. <http://www.oecd.org/fr/parite/donnees/>.
- 8 Confédération Suisse. *Beijing+25 Mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing - Rapport suisse*. Berne : Confédération suisse, 2019, https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/Beijing_20/Switzerland.pdf.
- 9 OECD. "SIGI 2019 Country Profiles – Switzerland." Consulté le 2 septembre 2020, 2020. <https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/datasheets/2019/CH.pdf>.
- 10 Le conseil fédéral. « Modification de la loi sur les allocations pour perte de gain. » 27 septembre 2020. <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/votations/20200927/modification-de-la-loi-sur-les-allocations-pour-perte-de-gain.html>.
- 11 Banque mondiale. « Indicateurs du développement dans le monde » Consulté le 2 septembre 2020. n.d. <https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=world-development-indicators>.
- 12 OECD. "SIGI 2019 Country Profiles – Switzerland." <https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/datasheets/2019/CH.pdf>.
- 13 World Economic Forum. *Global Gender Gap Report 2020*. Genève : World Economic Forum, 2019. <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2020>.
- 14 « Entrée en vigueur des dispositions sur l'égalité salariale: premières analyses d'ici à fin juin 2021. » Berne, Suisse : Le Conseil fédéral le 21 août 2019. <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-76119.html>.
- 15 CEDAW. *Consideration of reports submitted by States parties under article 18 of the Convention: Combined fourth and fifth periodic reports of States parties due in 2014*. CEDAW/C/CHE, Geneva: Committee on the Elimination of Discrimination against Women, 2015.
- 16 Amnesty International. « Le harcèlement sexuel et les violences sexuelles faites aux femmes sont répandus en Suisse ». Consulté le 18 août 2020. <https://cockpit.gfsbern.ch/fr/cockpit/violence-sexuelles-en-suisse/>.
- 17 Office Fédéral de la Statistique. « Violence domestique. » <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/police/violence-domestique.html>.
- 18 CEDAW. *Consideration of reports submitted by States parties under article 18 of the Convention: Combined fourth and fifth periodic reports of States parties due in 2014*. CEDAW/C/CHE, Geneva: Committee on the Elimination of Discrimination against Women, 2015.
- 19 Confédération Suisse. *Beijing+25 Mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing - Rapport suisse*. Berne : Confédération suisse, 2019, https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/Beijing_20/Switzerland.pdf.
- 20 Confédération Suisse. *Beijing+25 Mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing - Rapport suisse*. Berne : Confédération suisse, 2019, https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/Beijing_20/Switzerland.pdf.
- 21 OCDE. "SIGI 2019 Country Profiles – Switzerland." <https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/datasheets/2019/CH.pdf>.
- 22 Union interparlementaire. « Pourcentage de femmes dans les parlements nationaux ». Consulté le 19 août 2020. <https://data.ipu.org/fr/women-ranking?month=8&year=2020>.
- 23 Conseil fédéral. « Année présidentielle 2020. » 15 juin 2020. <https://www.admin.ch/gov/en/start/federal-presidency/presidential-year-2020.html>.
- 24 Crawford, Julia and Jessica Davis Pluss. "Will a more feminine parliament advance the Swiss gender agenda?" Swissinfo, 03 2020: https://www.swissinfo.ch/eng/international-women-s-day-_will-a-more-feminine-parliament-advance-the-gender-agenda-_/45601208.
- 25 Unesco. *Base de données sur l'éducation*. Institut de statistique. Consulté le 19 août 2020. <http://data.uis.unesco.org/?lang=fr>.
- 26 Office fédéral de la statistique « Femmes et science. » Consulté le 19 août 2020. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/technologie/systeme-indicateurs/acces-indicateurs/input-s-t/femmes-et-science.html>.
- 27 CEDEF (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes). *Consideration of reports submitted by States parties under article 18 of the Convention: Combined fourth and fifth periodic reports of States parties due in 2014*. CEDAW/C/CHE, Geneva: Committee on the Elimination of Discrimination against Women, 2015.
- 28 Confédération suisse. *Beijing+25 Mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing - Rapport suisse*. Berne : Confédération suisse, 2019, https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/Beijing_20/Switzerland.pdf.
- 29 Département fédéral des affaires étrangères. *Stratégie Égalité des genres et Droits des femmes du DFAE* Berne : DFAE, 2017. https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/Chancengleichheit/EDA-Strategie-Geschlechtergleichstellung-Frauenrechte_FR.pdf.
- 30 National Centre for Climate Services. *Adaptation aux changements climatiques en Suisse : Plan d'action 2020-2025*. 19 08 2020. <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/publications-etudes/publications/adaptation-aux-changements-climatiques-en-suisse-plan-d-action-2020-2025.html>.
- 31 Women's Environment and Development Organization (WEDO). « Profils de pays : Suisse » *Gender Climate Tracker*. Consulté le 9 octobre 2020. <https://genderclimatetracker.org/fr/country-profile/switzerland>.
- 32 OECD. *Gender Budgeting in OECD countries*. Paris : OECD Journal on Budgeting, 2017. <http://www.oecd.org/gender/Gender-Budgeting-in-OECD-countries.pdf>.
- 33 OECD. « Les profils de coopération au développement 2020 – Suisse ». 2020. Consulté le 19 août 2020. <https://doi.org/10.1787/5cd4ba84-fr>.